

LE BAQUELACHE EN FRANCE

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES VOL. 15, N° 2

1994

Vol. 15, N°2

<i>Christine Delphy</i>	Le baquelache en France 1
<i>Michèle Le Dœuff</i>	More on Scientific Melancholy 9
<i>Fériel Fatès</i>	Algerian Women's Associations and the Islamist Threat 51
Critical Reviews	
<i>Françoise Armengaud</i>	<i>Antigone, encore</i> , by Françoise Duroux 67
<i>Christine Delphy</i>	<i>Le droit de cuissage</i> , by Marie-Victoire Louis <i>Amours à vendre, les dessous de la prostitution</i> , by Florence Montreynaud 70

Nous aurions pu intituler ce numéro: "Michèle Le Dœuff parle de la France". Pas pour en dire du bien évidemment: au regard de l'exigence féministe, aucun pays ne trouve grâce, pas plus la France que les autres, mais pas moins les autres que la France. Seulement, c'est en France que nous sommes, alors nous en parlons plus souvent que des autres pays, non qu'il soit pire—encore que...—mais parce qu'il faut "balayer devant sa porte".

Et Déesse sait que nous en avons, des choses à balayer. La réaction anti-féministe, anti-femmes tout simplement, se fait tous les jours plus dure. Les publicités montrent des femmes de plus en plus nues, de plus en plus soumises, de plus en plus découpées, en morceaux de plus en plus petits, parfois de façon quasiment explicite par une action virile. Publicité des lunettes "Visual", passée dans *Le Monde* le 8 mars, montrant le derrière d'une femme dans un short très court, avec cet avis à la population lunettée—qui n'est que mâle dans leur esprit: "Changez plutôt de femme que de lunettes".

Grands placards dans les rues payés par la banque Barclays—qui n'oserait le faire dans son pays d'origine, l'Angleterre—montrant un visage de femme battue; commentaire: "elle ne pleure pas parce qu'elle perd de l'argent, mais elle en perd".

Les Trois Suisses ont payé un film très long pour le cinéma. Il montre, sous des attirails différents, toujours la même jeune femme courant à la poursuite de son mari adultère en tirant des coups de feu et en hurlant: "Je veux savoir qui est cette femme !" (l'autre). A la fin elle le découvre caché sous un drap avec la femme (l'autre) —Oh ! intemporalité du vaudeville !— et commente: "C'est ça que tu appelles sauter un repas ?"...

En une minute on a tout et on ne sait pas ce qui est le pire: de l'incitation au meurtre ou de la vulgarité de la chute, vulgarité impardonnable car elle ne fait même pas rire le public. Le message explicite, et qui ne sera pas retenu, est "Chouchoutez-vous une image".

Ce baquelache—la loi mussolinienne sur l'usage du français n'est pas encore passée, mais il vaut mieux prendre les devants—se situe à tous les niveaux: tant l'action des entreprises privées que celle de l'Etat et des ses institutions.

La participation de la France à la quatrième conférence mondiale sur les femmes, qui se tiendra à Pékin en 1995, est organisée par Hélène Gisserot. Celle-ci met en place un Comité national flanqué d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique. La composition de ce comité scientifique, qu'on vous dévoilera plus tard, est proprement hallucinante.

Dans les "études féministes", ou plutôt, car ce terme est honni en France, dans les thèmes d'habitude abandonnés de très bonne grâce, comme convenant à leur nature, aux femmes: justement les femmes elles-mêmes, la famille, les enfants, les hommes reviennent en force, aujourd'hui que, politisés par le mouvement féministe, ces thèmes semblent moins gnan-gnan qu'autrefois. En plagiant les femmes, et/ou —ce n'est pas contradictoire— en les excommuniant. L'exemple le plus fameux est l'anathème jeté par Bourdieu sur les études féministes—c'est-à-dire faites par des femmes politiquement engagées—au même moment où, après 40 ans de carrière et un nombre impressionnant d'ouvrages où jamais la variable sexe n'a été estimée pertinente ou même intéressante, il s'érige en spécialiste du genre—au sens féministe du terme, c'est à dire du sexe social; si si ! c'est ainsi qu'il veut être présenté par l'Université de l'Air au Japon (comme l'*Open University* anglaise, c'est une Université pour adultes qui utilise de nouvelles méthodes, en particulier des cours télévisés).

Nous sommes en train de préparer un numéro spécial sur la parité. Qu'on soit pour ou contre, il est intéressant de remarquer qu'un juste nombre de femmes, pour les hommes, n'est pas ce que les femmes appelleraient un nombre juste. Ce qu'il considèrent comme équitable est un peu...juste !

Ainsi, dans les milieux de la recherche, dès qu'il y a 60% de femmes dans un groupe, les responsables—parmi lesquels il y a toujours un homme—commencent à chercher désespérément d'autres hommes. Comme on s'en doute. 60% d'hommes dans un groupe, et même jusqu'à 100%, ce ne

les dérange pas, ils ne le remarquent même pas. Les hommes français disent ne pas aimer la ségrégation à l'anglo-saxonne, encore qu'ils la pratiquent très souvent, et dans les mêmes lieux—par exemple les cafés de campagne équivalents des "pubs traditionnels", les associations sportives, de loisirs, etc...Mais ils se targuent du: "Ca manque de femmes !" attribué diversement à Alphonse Allais, Sacha Guitry et quelques autres. Et en effet, les cénacles d'hommes sont souvent panachés, tempérés en quelque sorte, par un saupoudrage de femmes. Mais, en dehors des réunions familiales ou religieuses, les hommes ne supportent pas que la proportion de femmes soit égale à la proportion de femmes dans la population. Dès qu'il y a plus de 20% de femmes, ils commencent à se passer le doigt dans le col de la chemise et à s'éventer. Ils se sentent *envahis*. Chaque culture patriarcale doit avoir, ainsi, un numerus clausus spécifique, et de surcroît spécifique à chaque situation, une proportion de femmes—et donc d'hommes, de blancs et de noirs (quelques soient la couleur effective des blancs et de noirs de la culture en question), bref, une notion de ce qui sied en termes de présence physique, et du sens de cette cohabitation. Nous ferions bien d'étudier ces attitudes et les significations qu'elles révèlent quant aux situations avant de supputer l'impact symbolique de telle ou telle réforme, de comprendre le sens des nombres avant de recommander des nombres d'or.

La France refuse de se dire, de s'avouer sexiste: alors qu'elle l'est de plus en plus, elle continue de rechigner devant l'adjectif, et pour mieux l'éloigner, l'exorciser, elle l'applique aux autres. Par exemple à l'Algérie...quelle surprise !

Au lendemain de l'assassinat de deux lycéennes de plus —le 30 mars— *Le Monde* du 1er avril écrit que: " le séisme algérien relève aussi, et peut-être avant tout, d'une discrimination sexiste d'un autre âge—que la mythologie nationaliste aura , pendant longtemps, tenté de camoufler ou de canaliser".

Le raisonnement de l'éditorialiste est absolument incompréhensible. Ce qui est clair, c'est que pour lui, le sexisme se résume à la "discrimination", alors même que ce dernier mot apparaît, dans le contexte d'assassinats, comme une euphémisation non seulement grotesque mais

proprement obscène; et que en la prétendant “d’un autre âge”, sous-entendu “chez nous” puisqu’il est clair qu’elle existe au-delà de la Méditerranée, il affirme qu’elle n’existe *plus* ici.

Ainsi, comme toute accusation venant d’un pays et dirigée vers un autre, celle-ci est-elle à double détente, et c’est le deuxième message le plus important. Il est bien plus urgent d’affirmer que le sexisme a disparu de France que d’informer qu’il existe en Algérie: car franchement, cette dernière information n’est pas un escoupe. Et le sexisme n’est condamnable aux yeux du *Monde* que quand il vient des pays arabes—quand il fournit une bonne raison de condamner ceux-ci. Quand la lutte contre le sexisme menace ces mêmes journalistes français, alors c’est elle qui est démonisée, qualifiée d’importation étrangère. Tout ce qui dérange vient de l’étranger: le féminisme est “américain” pour les machos français, il est “français” pour les machos algériens.

Mais si les médias le découvrent, les féministes savent depuis longtemps que les Algériennes, comme des centaines de millions d’autres femmes, sont aux prises avec un Etat qui sacrifie leurs droits avec un “code de la famille” qui les rend mineures à vie. En 1991, nous avons publié un article de l’Association pour l’égalité des hommes et des femmes devant la loi.

Dans ce numéro, Fériel Fatès, membre du bureau de cette association, réussit, sous un titre modeste, un “cadrage” lumineux du contexte historique dans lequel les derniers développements du nouveau drame algérien se produisent, et à la lumière duquel il convient de lire ces événements, sauf à risquer de lourds contre-sens. On peut voir ces contre-sens, et en particulier une tentation de considérer le pouvoir en place, tout militaire qu’il soit, comme un moindre mal dans la mesure où il “contient” l’islamisme, à l’oeuvre en France. De plus, nous préparons en ce moment un autre numéro spécial, qui sera cette fois entièrement consacré à l’évolution sexiste de l’Algérie depuis l’indépendance (et peut-être avant) et au développement, depuis 1981 en particulier, d’un mouvement de femmes riche de sa diversité, à la fois divisé dans ses alliances et uni dans sa revendication d’un statut unique pour tous les citoyens de l’Algérie. Un statut

unique pour tous les ressortissants d’un même pays: *Le Monde* dirait que toute autre situation est “d’un autre âge”. Et pourtant, en France aussi il y a des “statuts personnels”: en clair, toutes les personnes n’ont pas le même statut*. Etonnant, mais vrai.

La situation en Algérie est catastrophique, et les femmes font les frais de la lutte entre l’Etat F.L.N., qui sous d’autres noms se maintient au pouvoir depuis 1962, et les islamistes. Se comptant parmi les “démocrates” tandis que ceux-ci, une poignée d’*hommes*, les rejettent, quand ils ne préconisent pas, par mesure de rétorsion, l’assassinat *des femmes* de leurs adversaires islamistes, elles sont très isolées. Elles maintiennent cependant une dignité admirable, refusant pour la plupart de s’allier avec un pouvoir qui ne respecte plus aucune des règles du droit qu’il est censé défendre et expose au petit matin sur les trottoirs des villes les cadavres mutilés des islamistes torturés et exécutés sans procès pendant la nuit. Mais, comme les autres mouvements “démocrates”, le mouvement des femmes est divisé, depuis 1991, sur la question du recours à l’armée, et plus généralement à un totalitarisme, pour se protéger d’un autre.

On comprend d’autant moins que certaines d’entre elles, à Paris, acceptent l’alliance avec Psych et Po—rebaptisé “Alliance des femmes”—qui a usurpé et vendu le mouvement féministe aux grandes puissances occultes (en vérité pas si occultes) de ce monde. Car de même que Matra, fabricant de missiles, contrôle Hachette qui contrôle une bonne partie de la presse et de la télévision (voir les travaux d’Andrée Michel, en particulier “Le complexe militaro-industriel et les violences à l’égard des femmes”, N.Q.F. n°s 11-12), ce qui garantit que les organes d’information n’en donneront pas trop sur “le nucléaire, ses joies, ses peines” et autres “sujets sensibles”, de même Schlumberger, un des plus grands holdings financiers du monde (dont la maison-mère est située dans les pétroles texans), qui a des jetons, comme *tous* les holdings, dans le trafic d’armes légal, finance, en épongeant le déficit de la façade “Editions des femmes”, Antoinette Fouque pour qu’elle stérilise de l’intérieur la contestation féministe. La même inconscience, l’année dernière, avait poussé nombre de groupes féministes à co-signer avec Psych et Po un appel à manifester contre le martyr de la Bosnie. Certaines avouent de notre faiblesse pour dire que nous ne pouvons

pas nous permettre de refuser des soutiens. Au contraire, justement parce que nous sommes peu, nous avons une responsabilité accrue et nous ne pouvons pas nous permettre une telle légèreté: nos actions n'engagent pas que nous, elles engagent l'histoire.

Le numéro spécial sur la parité soulèvera des questions de fond sur ce que sont les femmes: race, espèce, population, classe, catégorie ? et donc les hommes (race, espèce, etc...); ravivera, s'il en était besoin, les débats sur l'universalisme et le particularisme, sur l'essentialisme et le constructionnisme. Mais là comme ailleurs, les problèmes abstraits doivent être examinés à la lumière des expériences, et des *situations* concrètes: en France, les femmes disparaissent de plus en plus non seulement de la représentation politique—elles ne font pas partie de la classe des "représentants" officiels, députés, sénateurs, etc...—mais aussi de la représentation culturelle de la nation. L'espèce humaine est représentée par "l'homme" dans le langage et par des mâles bien identifiables en tant que "vir" (et non "homo") dans les productions culturelles. Les femmes disparaissent même des représentations...des femmes! Elles n'ont même plus qualité à se représenter. Le ministre Machin et le directeur Truc, sans parler du peintre Trucmuche, sont peut-être des femmes, mais on ne le saura qu'à la deuxième phrase, et s'il n'y a pas de deuxième phrase, on ne le saura jamais. Exemple (parfaitement inventé, c'est à dire parfaitement semblable aux centaines d'originaux qu'on lit tous les jours): "Le ministre de la Santé, invité à déjeuner par son homologue allemand, a réaffirmé l'attachement de la France à ce qui lui tient historiquement à coeur". *Parfois*, version longue et deuxième phrase: "Elle a aussi tenu à souligner qu'au terme de longues négociations, les deux pays amis sont parvenus à une convergence de vues remarquable sur le fait que la santé est préférable à la maladie". A l'inverse de ce qui se passe ailleurs, dans des pays dont la langue est tout aussi française que la nôtre, des noms masculins sont de plus en plus utilisés pour désigner des femmes. Certaines pensent que tout affaiblissement du marquage de genre est une bonne chose: mais il ne s'agit pas de cela, hélas. Nous subissons la volatilisation des individus, dématérialisées avec maestria en un tour de plume, sans que la ligne de partage soit le moins du monde effacée. Les femmes sont assimilées à des hommes, le temps d'un métier;

l'idée que le métier est masculin est renforcée, le genre n'est pas mis en cause. Les "transgressions" du genre ne mettent pas celui-ci en cause: regénérer le monde ne le dé-genre pas, et le dé-range encore moins.

Cette bataille française d'arrière-garde (mais y en eut-il jamais d'autres ?), qui se conduit au nom du "respect de la langue", mène à des constructions grammaticalement loufoques et carrément surréalistes, comme en témoigne cet extrait d'annonce de colloque où Martine Aubry est, dans la même ligne, et UN ancien Ministre, et UNE Présidente de Fondation (Colloque "les libertés de la ville"). Il s'agit donc bien d'un des signes d'une régression générale et qui affecte les rapports de genre en premier, puisqu'en France comme en Algérie comme ailleurs, outre son importance propre, le genre a valeur de symbole et même de langage de la hiérarchie en général.

Mais peut-on parler de régression quand il n'y a pas eu d'avancée ? Car "chez nous" le baquelache n'est pas une de ces phénomènes datables comme en connaissent les nations récentes et donc transitoires—suivez mon regard transatlantique. Chez nous, *pérennité, éternité et sérénité* : le baquelache est *toujours déjà-là*.

Christine Delphy

* Et je ne parle pas de ces différences de statut entre "simples citoyens" et "gouvernants" qui permettent à ces derniers de se placer au-dessus des lois et de ...réquisitionner, tout simplement, en temps de paix ! (mais on envoie bien l'armée —oui, oui, des soldats armés de mitraillettes, des compatriotes prêts à les tuer—à des villageois bretons qui s'inquiètent de l'installation subreptice de déchets nucléaires sur leur terrain, non, nous ne sommes pas chez nous, nous sommes des invités de notre propre Etat !)—des chambres louées par des anciens combattants canadiens dans des hôtels, entreprises privées et tout et tout. Etant canadiens, ils ont fait un schprountz de tous les diables et les "officiels" français de faire marche arrière avec componction mais à vive allure quand même. Mais les Canadiens n'ont toujours pas compris qu'on ose le faire, tandis que les Français sont encore stupéfaits que les Canadiens aient osé protester.